

LE TEMPS

Formation Vendredi 19 décembre 2014

Importer de la main-d'œuvre n'incite pas aux réformes

Par A. B.

Les écoles d'infirmières en Suisse souffrent de problèmes de capacité

Pourquoi manque-t-on d'infirmières? «Le vieillissement de la population – qui génère de nouvelles pathologies chroniques et donc de nouveaux besoins –, la main-d'œuvre non remplacée, la perte d'attractivité de la profession – les femmes plus diplômées ayant de meilleures opportunités de carrière – et une mauvaise gestion du personnel sont les quatre principales causes du problème», énumère Pierre Quinodoz de la Société suisse de chirurgie plastique, reconstructive et esthétique.

Et le médecin d'ajouter: «Beaucoup d'infirmières viennent de l'étranger, où les critères d'obtention de diplômes sont moins stricts. Les candidates suisses recalées doivent ainsi s'expatrier pour obtenir leur certificat professionnel avant de revenir.»

Des propos que confirme une étudiante en 2e année à la Haute Ecole de santé de Genève (HEdS-GE): «En Suisse occidentale, les étudiants sont confrontés à un règlement très strict: un double échec à un crédit est sanctionné par une expulsion de cinq ans sur toute la filière des soins infirmiers. Ceux qui souhaitent poursuivre leurs études n'ont pas d'autre choix que des écoles à l'étranger.»

Pour faire face à la pénurie de soignants, les hautes écoles de santé (HEdS) ont augmenté le nombre des étudiants, sans que leurs infrastructures le leur permettent. «Cela a provoqué des problèmes d'organisation: les étudiants se sont retrouvés désorientés et les professeurs débordés», regrette l'étudiante.

Accords bilatéraux

Même son de cloche du côté de Pierre Conne, médecin et député au Grand Conseil genevois: «Nous sommes limités par des problèmes de capacités: les professeurs se démultiplient, les auditoriums sont pleins et les moniteurs sont occupés à 150% de leur temps.» Selon lui, il y a eu une prise de conscience depuis un peu plus d'une dizaine d'années, «mais l'inertie reste grande».

Dans un tel contexte, la réalité économique semble l'emporter sur tout le reste. «Pourquoi la Suisse dépenserait-elle de l'argent pour financer des capacités plus importantes alors qu'elle peut importer de la main-d'œuvre aux termes des accords bilatéraux?» interroge Pierre Conne.

Autres facteurs limitants: les potentielles tensions culturelles et frustrations liées à un encadrement souvent exercé par des infirmières formées hors de la Suisse – ces dernières représentent 60% des effectifs des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) – gagnant jusqu'à trois fois plus qu'en France pour un poste comparable.

Enfin, la durée moyenne de vie professionnelle des infirmières, inférieure à dix ans aux HUG. Les raisons: la pénibilité du travail, le fait qu'il n'est pas rare de voir des infirmières penduler depuis Chamonix, les horaires irréguliers, les difficultés en termes de maternité et de volonté de retravailler à temps partiel, etc.

La durée moyenne de vie professionnelle est la variable qui influence le plus la pénurie. «Une

différence de cinq ans amène par exemple une diminution significative des taux de rotation», confirme Anne Jacquier-Delaloye, directrice de la Haute Ecole de santé et de travail social en Valais.

Outre l'augmentation du nombre de diplômé(e)s dans les HEdS, les questions liées aux conditions de travail permettant de concilier vies professionnelle et familiale sont au cœur des solutions pour favoriser un retour sur le marché et augmenter le taux d'occupation.

L'aspect salarial ne semble pas être l'élément déterminant dans le choix de la profession. «L'image et la reconnaissance sociale dont elle bénéficie ont bien plus d'impact», estime Anne Jacquier-Delaloye.

La pénurie ralentit

Toutefois, pour Pierre Théraulaz, président de l'Association suisse des infirmières et infirmiers, «la pénurie ralentit». Selon lui, la formation, qui tend à s'améliorer, attire davantage de reconnaissance du milieu médical; les femmes qui ont pris le temps de se former reprennent aussi plus vite leur travail après la maternité et la situation économique dégradée pousse les ménages à combiner deux salaires.

De quoi se réjouir? «Oui, d'autant plus que nous sommes globalement heureux professionnellement en dépit des difficultés», ajoute-t-il, en citant les conclusions de la récente étude internationale RN4CAST révélant que 63% des infirmières suisses estimaient la qualité de leur environnement de travail bonne ou excellente (24% en Pologne).

A en croire cette même analyse, seulement 6% d'entre elles envisageaient de quitter la profession, contre 9% en moyenne européenne (17% en Allemagne).

Et le président de l'Association suisse des infirmières et infirmiers de conclure: «Il ne faut jamais oublier que nous faisons un merveilleux métier.»

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA